

**DECLARATION DE LA DELEGATION MALIENNE A LA
CONFERENCE MONDIALE SUR LA PREVENTION DES
CATASTROPHES
KOBE, JAPON 18 -22 JANVIER 2005**

DECLARATION FAITE PAR LE CONTROLEUR GENERAL MAHAMADOU
NIAKATE INSPECTEUR EN CHEF DES SERVICES DE SECURITE ET DE
PROTECTION CIVILE DU MALI

Monsieur le Président,

A la suite des intervenants qui m'ont précédé, je voudrais tout d'abord présenter les vives félicitations de mon pays au Secrétariat de la SIPC et au Gouvernement Japonais pour l'organisation de cette conférence. Je voudrais en même temps vous féliciter ainsi que les membres de votre bureau pour le choix porté sur vous tous et sur l'énorme travail préparatoire que vous avez accompli en vue de donner à cette conférence le succès que chacun lui reconnaît aujourd'hui .

J'ai également une pensée pieuse pour toutes les victimes des catastrophes à travers le monde, singulièrement en Asie du Sud- Est , suite aux importants dégâts causés par les Tsunamis. A tous ceux-ci , le Mali, et d'une manière générale les Etats africains, présentent leurs condoléances les plus émues en même temps qu'un sentiment de solidarité dans la douleur humaine. Nous estimons qu'au -delà de l'aide matérielle et financière indispensable dans ce genre de situation, la prise de conscience de la solidarité internationale est un atout inestimable.

L'Afrique subsaharienne , en particulier les pays de la bande sahélo-saharienne , n'ont certes pas connu les mêmes désastres que ceux observés dans d'autres régions du monde. Il reste cependant que la sécheresse , les inondations , les invasions acridiennes , le SIDA , entre autres, constituent un sujet de vive préoccupation pour le développement durable. Une éminente personnalité avait souligné , au debut des présentes assises , que " la meilleure manière de rendre hommage aux morts est de protéger les vivants".

.Le Mali , pour sa part, souscrit pleinement à la Stratégie et au Plan d'Action de Yokohama ainsi qu'à la Stratégie Africaine de Prévention des Catastrophes. La priorité étant d'asseoir tout d'abord des mécanismes nationaux fiables et opérationnels, le Gouvernement de la République du Mali vient d' initier, avec l'appui du Pnud , la mise en place d'un projet de renforcement des capacités nationales en gestion des catastrophes naturelles . D'une durée initiale de 2 années , ce projet s'articule autour des objectifs suivants:

Le volume de l'enveloppe financière consacrée à la prévention des catastrophes n'est pas une fin en soi, mais plutôt le moyen d'une politique d'anticipation puisque il est à la dimension du poids économique de chaque Etat. Ce qui nous paraît essentiel dans la démarche des Etats, c'est d'abord et avant tout une volonté politique reposant sur des objectifs clairs, une stratégie bien adaptée aux réalités du terrain et une intégration de toutes les synergies aux niveaux national, régional et international. Le développement implique d'abord un changement de comportement et un engagement de mentalité. C'est aussi la prise de conscience de l'ensemble de la communauté nationale d'oeuvrer aux côtés de l'Etat. Celui-ci doit, à son tour, jouer un rôle essentiel d'orientation, d'encadrement et de coordination des structures décentralisées et de la société civile.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

Une collaboration étroite est établie avec le cellule nationale du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) afin que la gestion des catastrophes soit mieux prise en compte en tant qu'action de développement durable. Le projet s'efforce d'être en cohérence avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

A côté de cet appui institutionnel, le Gouvernement malien a lui-même inscrit dans sa loi de finances une ligne de crédit consacrée aux actions de prévention des catastrophes. Cette inscription budgétaire s'intègre dans l'oeuvre de solidarité nationale constatée à la suite de la mobilisation des ressources pour faire face à l'invasion acridienne du dernier semestre de l'année écoulée.

3. L'appui à l'élaboration et à la mise en place d'un mécanisme-cadre cohérent de collaboration et d'un plan national de prévention et de gestion des catastrophes en étroite collaboration avec les partenaires nationaux et les agences du Système des Nations Unies.
2. L'appui institutionnel à la Direction Générale de la Protection Civile, structure nationale chargée de la coordination des différents intervenants dans la gestion des catastrophes;
1. L'information, la formation et la sensibilisation des principaux bénéficiaires, à commencer par les populations rurales exposées aux risques naturels, les décideurs, les collectivités territoriales ;

Monsieur le Président,

A défaut des moyens de sa politique , la sagesse commande de pratiquer la politique de ses moyens. Les pays en développement n'ont pas encore , dans leur grande majorité , les moyens de mettre en place un système d'alerte précoce fondé sur une technologie de pointe. Il nous revient par conséquent d'explorer et de valoriser le savoir-faire traditionnel des communautés nationales.

Je voudrais terminer avec l'espoir que les recommandations issues de la présente rencontre seront mises en oeuvre par chaque Etat en rapport avec ses réalités politiques , économiques , sociologiques et culturelles, et avec le soutien de l'ensemble de la communauté internationale. Intégrer la dimension sécurité civile dans la planification du développement constitue , à notre avis , le capital le plus précieux que nous puissions léguer aux générations futures.

Je vous remercie

